

# 2 M

## VERSION RÉVISÉE



**OUI À LA FORMATION, NON À UN NOUVEAU  
CARCAN ADMINISTRATIF**

**Mémoire présenté à la Commission spéciale sur la  
formation professionnelle. (Mai, 1995)**



## TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION .....	1
EXISTE-T-IL UNE CRISE DE LA FORMATION? .....	2
LA FORMATION UNE PROBLÉMATIQUE GLOBALE .....	11
COMMENT INCITER LES ENTREPRISES À FAIRE PLUS DE FORMATION? .....	16
LE PROJET DU GOUVERNEMENT: COÛTEUX ET DÉMOTIVATEUR ...	18
Une lourdeur administrative supplémentaire .....	18
L'impact d'une nouvelle taxe de 1% pour la formation .....	20
Le projet de loi 90: un chèque en blanc à la SQDM .....	22
CONCLUSION .....	26
ANNEXE	

## Introduction

---

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est heureuse de participer à la Commission spéciale sur la formation professionnelle. La FCEI compte plus de 17 000 propriétaires-dirigeants d'entreprises membres au Québec, représentant tous les secteurs d'activité économique et situées dans toutes les régions du Québec. Les opinions, orientations et priorités de la Fédération sont toutes déterminées à partir de sondages d'opinion auprès des membres de la FCEI. Ainsi les orientations présentées dans ce mémoire découlent d'un sondage réalisé en avril 1995 auprès de 3 500 entreprises membres. Plus de 1 300 PME à travers le Québec ont répondu au sondage. Une copie de ce dernier est présentée en annexe.

De plus, la FCEI a eu recours au service de la firme de sondage CROP afin de sonder l'opinion, non pas des entreprises cette fois, mais plutôt des travailleurs québécois au sujet de la formation qu'ils reçoivent au sein de leur entreprise. CROP a complété 1007 entrevues téléphoniques, 595 répondants étaient des travailleurs. La méthodologie de ce sondage est présentée en annexe

Le projet de loi 90 "Loi favorisant le développement de la formation professionnelle" a pour but de forcer les entreprises québécoises à consacrer 1 % de leur masse salariale en dépenses de formation et ce, selon les critères du gouvernement. La FCEI reconnaît l'importance de la formation en entreprise mais doute qu'une telle politique réussisse à relever le défi d'améliorer les qualifications et les compétences de la main-d'oeuvre. Bien au contraire!

Au Québec, plus que n'importe où ailleurs au Canada, les PME créent les emplois. Au cours de la dernière décennie, les entreprises ayant moins de 20 employés ont créé 90% des 490 700 nouveaux emplois du Québec. Il ne fait aucun doute que ce sont principalement les PME qui créeront les emplois de la prochaine décennie, et ce grâce à leur initiative et à leur grande flexibilité. Il est donc primordial de tenir compte de l'opinion et des préoccupations des propriétaires de PME dans l'élaboration d'une politique sur la formation en entreprise.

Nous sentons l'urgence de réorienter le débat sur la formation des instances gouvernementales vers les PME, puisque ce sont elles qui font la formation et créent les emplois ainsi que vers les travailleurs puisqu'ils sont directement impliqués. Le temps est venu d'entendre leurs voix. Est-ce que les PME font de la formation? Pourquoi en font-elles? Les travailleurs sont-ils satisfaits de la formation reçue en milieu de travail? Quelles seront les conséquences de l'introduction de cette nouvelle politique de la formation sur les PME? Nous laissons les PME et les travailleurs répondre à ces questions.

La première section de ce mémoire se pose la question que le gouvernement aurait dû se poser depuis longtemps: Existe-t-il une crise de la formation? La deuxième section positionne la problématique de la formation dans son aspect global. La troisième partie s'interroge sur les motifs qui incitent les entreprises à faire plus de formation. Enfin la dernière partie de ce mémoire analyse le projet de loi 90, ainsi que les impacts probables, auprès des entreprises, de l'introduction d'une nouvelle taxe sur la masse salariale.

## **Existe-t-il une crise de la formation?**

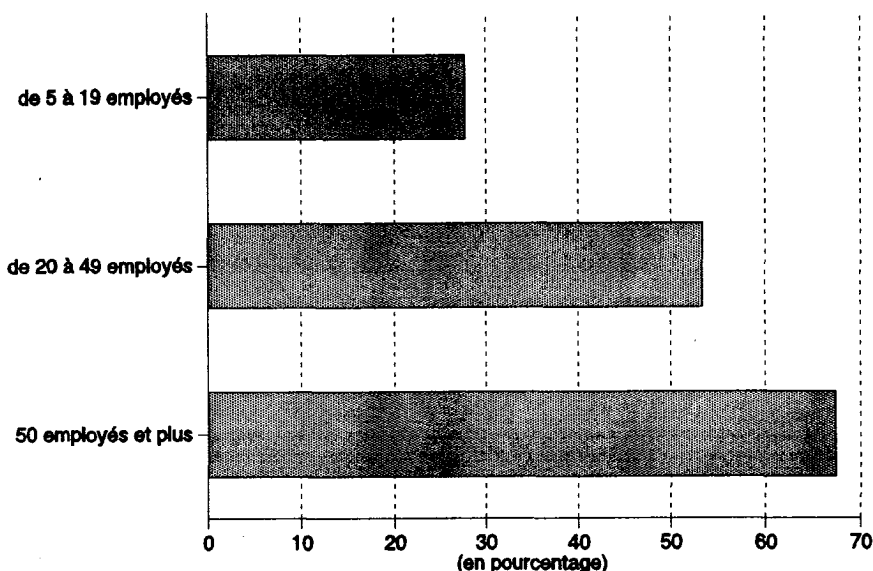
---

Un des problèmes majeurs dans l'établissement d'une nouvelle politique en matière de formation professionnelle est le manque de données sur la formation réalisée dans les PME québécoises. Le gouvernement appuie sa démarche sur le fait que seulement 2 % des corporations québécoises ont utilisé le crédit d'impôt remboursable pour la formation. Il en conclut que peu d'entreprises au Québec font de la formation.

Cette évaluation est fausse et dangereuse. Il est évident que des milliers d'entreprises font de la formation sans utiliser les crédits d'impôt et ce, pour plusieurs raisons. La complexité et la bureaucratie entourant les crédits d'impôt à la formation rebutent plusieurs PME. De plus, comme le démontre le graphique suivant, peu d'entreprises connaissent l'existence même de ces crédits d'impôt. Dans un sondage de la FCEI réalisé auprès de plus de 3 000 PME québécoises en juillet 1994, seulement 27 % des entreprises de 5 à 19 employés connaissaient l'existence des crédits d'impôt à la formation. Cette proportion augmente avec la taille de l'entreprise pour atteindre 67 % pour les entreprises de 50 employés et plus.

Il est clair que les plus grandes entreprises disposent d'un département de ressources humaines bien structuré qui les informe sur les divers programmes gouvernementaux disponibles pour l'entreprise. Dans les plus petites entreprises, c'est souvent le propriétaire qui remplit cette tâche. Il n'est donc pas surprenant qu'il ne soit pas toujours informé sur les programmes d'aide, tels les crédits d'impôt.

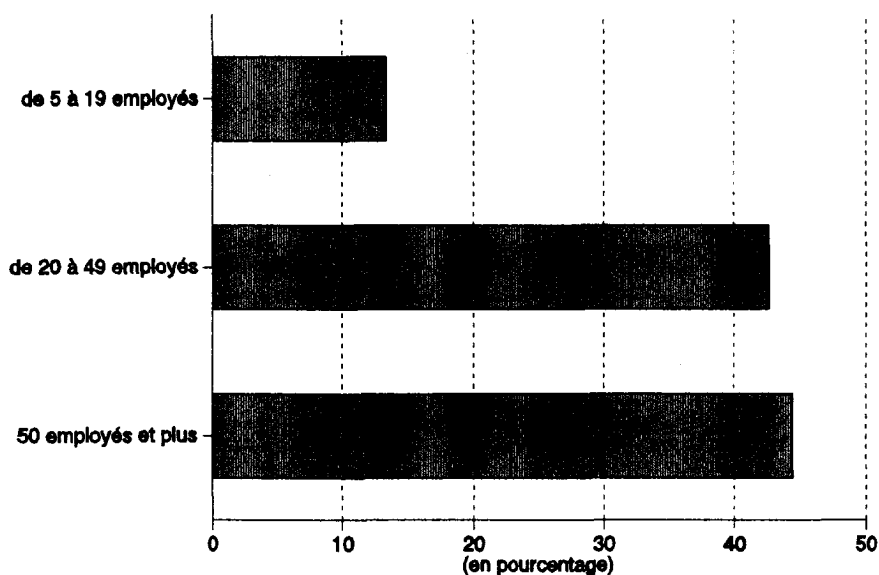
**Graphique 1**  
**Pourcentage d'entreprises qui connaissent l'existence du crédit d'impôt remboursable pour la formation de la SQDM**



Source: FCEI, résultats du sondage "Un plan d'action pour les PME", juillet 1994

Comme on pouvait le prévoir à la lumière des résultats précédents, le graphique 2 illustre que peu d'entreprises ont déjà utilisé les crédits d'impôt à la formation, particulièrement les plus petites. Ces résultats sont importants puisqu'ils démontrent que le manque d'information explique en grande partie la sous-utilisation des crédits d'impôt à la formation par les PME.

**Graphique 2**  
**Pourcentage d'entreprises qui utilisent le crédit d'impôt remboursable pour la formation de la SQDM**



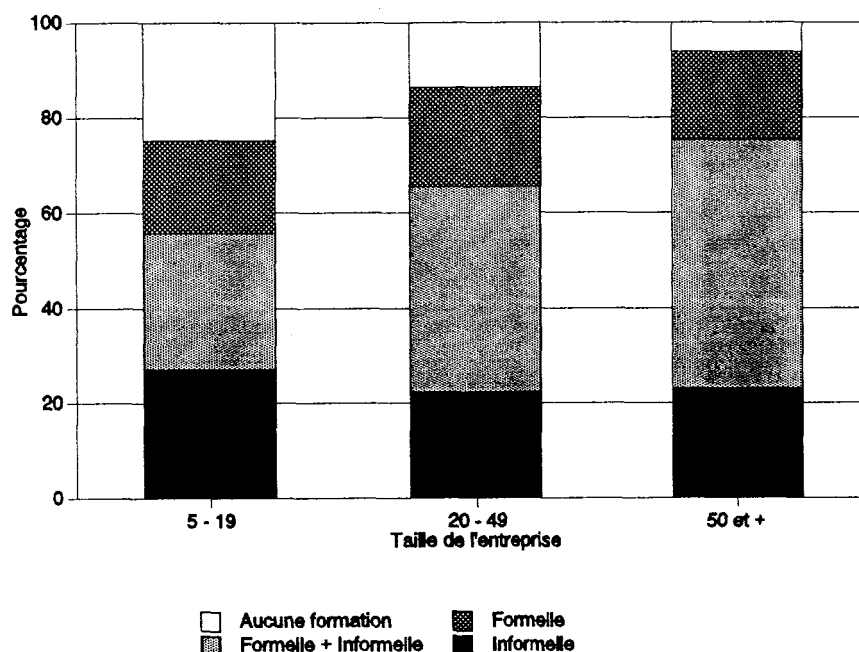
**Source:** FCEI, Résultats du sondage "Un plan d'action pour les PME", juillet 1994

Afin de pallier au manque d'information disponible sur la formation en entreprise, nous avons demandé à nos membres de nous indiquer s'ils en faisaient. Soixante-dix-neuf pour cent des répondants font de la formation formelle ou informelle dans leur entreprise. Le graphique 3 distribue les résultats selon la taille de l'entreprise. On remarque que même chez les plus petites entreprises de notre échantillon (entreprises ayant entre 5 et 19 employés), le taux s'élève à 75 %. De ces entreprises, 27 % font de la formation informelle, 19 % de la formation formelle et 29 % font les deux sortes de formation. Dans ce sondage, nous avons utilisé les énoncés de Statistique Canada afin de définir les formations formelle et informelle.

**Formation formelle:** Désigne toutes les activités de formation, tant en milieu de travail qu'à l'extérieur de l'entreprise, qui exigent une inscription et qui ont lieu dans une salle de classe, un centre d'auto-apprentissage, dans le contexte d'un colloque, d'un cours, d'une conférence, y compris la formation axée sur l'informatique, ainsi que les présentations audio-visuelles.

**Formation informelle:** Désigne toute formation en milieu de travail qui n'exige pas une inscription, qui ne suit pas un plan ou un programme de cours indiqué au préalable, et dont le formateur et le stagiaire sont des employés de la même firme. Les sessions initiales d'orientation pour les nouveaux employés sont exclues de ce type de formation.

**Graphique 3**  
**Entreprises offrant des activités de formation**

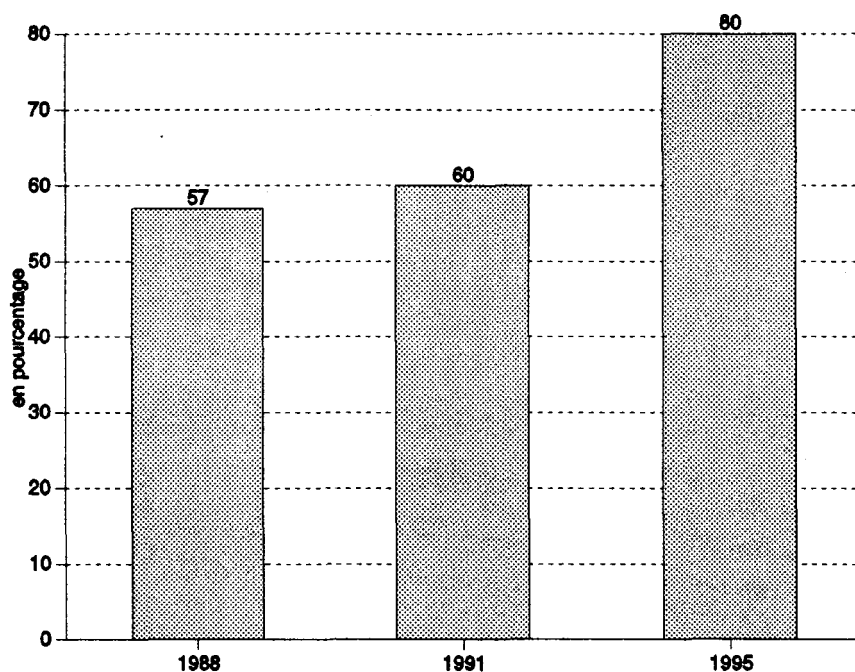


Source: FCEI, résultats: "Sondage sur la nouvelle taxe du Québec pour la formation", avril 1995



Comme le graphique 3 le démontre, 75 % des entreprises ayant entre 5 et 19 employés font de la formation. Ce pourcentage grimpe à 86 % pour les entreprises de 20 à 49 employés et à 94 % pour les entreprises de plus de 50 employés. Il n'est pas surprenant de voir que les plus petites entreprises font moins de formation que les grandes entreprises puisque leurs besoins en formation et leurs ressources sont moins importants. Il est intéressant de constater que le genre de formation offert en entreprise, formelle et/ou informelle n'est pas lié à la taille de l'entreprise.

**Graphique 4**  
**Pourcentage d'entreprises réalisant des activités**  
**de formation en milieu de travail**



**Source:** FCEI, résultats des sondages "Le baromètre des PME", juin 1988 et 1991, et du "Sondage sur la nouvelle taxe du Québec pour la formation", avril 1995

Le graphique 4 présente les résultats de trois sondages sur la formation effectués au cours des sept dernières années. On remarque que les PME font de plus en plus de formation. En 1988, 57 % des répondants affirmaient faire de la formation en milieu de travail, cette proportion est maintenant de 80 %.

La fin de la récession a certainement contribué à cette augmentation, mais il est clair que les PME reconnaissent de plus en plus l'importance de la formation des travailleurs.

Quoique les données relatives à la formation en entreprise soient rares, ces résultats ne sont pas uniques. Une étude réalisée par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration en 1991 démontre des résultats similaires. L'Enquête nationale sur la formation conclut que 78 % des entreprises québécoises offrent de la formation formelle ou informelle à leurs travailleurs.

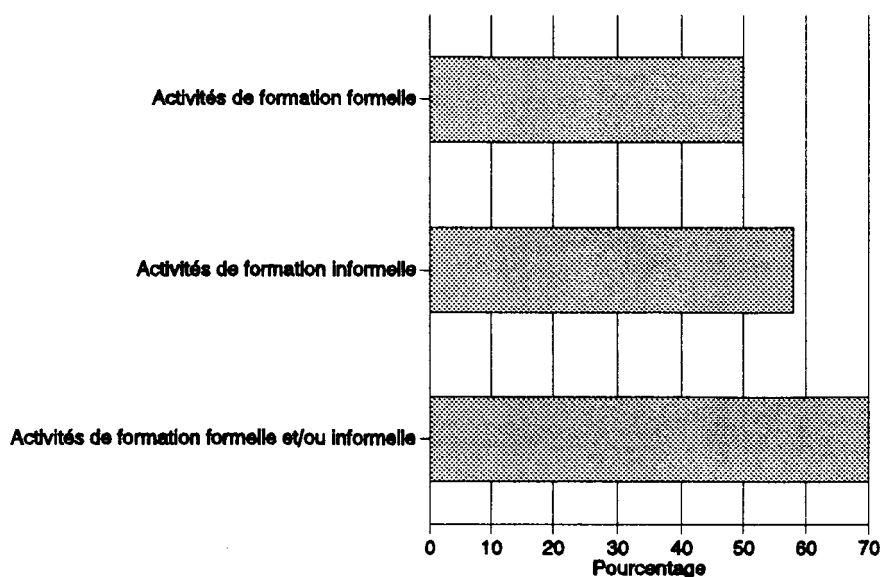
En parallèle avec ce constat, le sondage téléphonique réalisé par CROP pour la FCEI tentait de déterminer quel pourcentage de travailleurs avaient eu accès à des activités de formation formelle et informelle en milieu de travail. Pour les fins de ce sondage les définitions de la formation formelle et informelle sont les suivantes:

**Formation formelle:** Cours de type scolaire donnés par des formateurs professionnels, aide au paiement des frais de scolarité ou participation des employés à des cours et à des séminaires à l'extérieur des lieux de travail.

**Formation informelle:** Réunions pédagogiques, disponibilité de matériel de référence ou aide sur les lieux de travail fournie par des collègues ou des superviseurs.

Le graphique 5 démontre que près de 70% des travailleurs interrogés avaient accès à des activités de formation, tant formelle qu'informelle, au sein de leur milieu de travail. De plus, la moitié des travailleurs affirment que leurs employeurs offrent des activités de formation formelle, donc de la formation structurée qui, selon la définition, est admissible à des crédits d'impôt. On s'aperçoit tout de suite que si ces derniers étaient mieux publicisés dans le milieu des entreprises, un grand nombre de travailleurs en tireraient profit, sans compter le nombre croissant d'entreprises qui seraient incitées à accroître leurs activités de formation formelle.

**Graphique 5**  
**Pourcentage des travailleurs ayant accès à des activités**  
**de formation en milieu de travail**



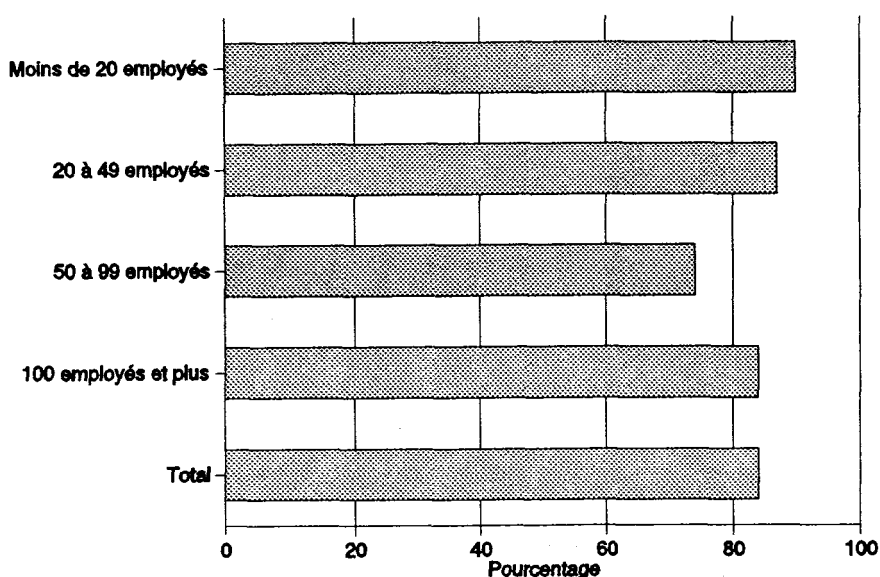
Source: Résultats du sondage CROP-FCEI, mai 1995

Le graphique 6 s'intéresse à la satisfaction des travailleurs envers les activités de formation offertes à l'intérieur de leur entreprise. Cet aspect est important puisqu'il permet, entre autre, de mesurer l'adéquation de la formation qui est dispensée aux travailleurs. Cette formation est-elle satisfaisante, est-elle perçue comme pertinente et utile aux yeux de ceux qui la reçoivent? Les réponses à ces questions parlent d'elles mêmes, en effet, 84% des travailleurs se disent satisfaits de la formation en entreprise.

De plus, on remarque que 90% des gens qui oeuvrent au sein des plus petites entreprises sont satisfaits, c'est dans cette taille d'entreprises que se regroupent les travailleurs les plus satisfaits de la formation. Ainsi, non seulement les entreprises et plus particulièrement les PME forment-elles leurs travailleurs, mais ces derniers se disent satisfaits de la formation reçue.

Il est donc difficile, suite à ces constatations, de comprendre l'urgence de l'introduction d'une mesure coercitive, obligeant les entreprises à faire de la formation.

**Graphique 6**  
**Satisfaction des travailleurs envers les activités**  
**de formation en milieu de travail**  
**selon la taille de l'entreprise**

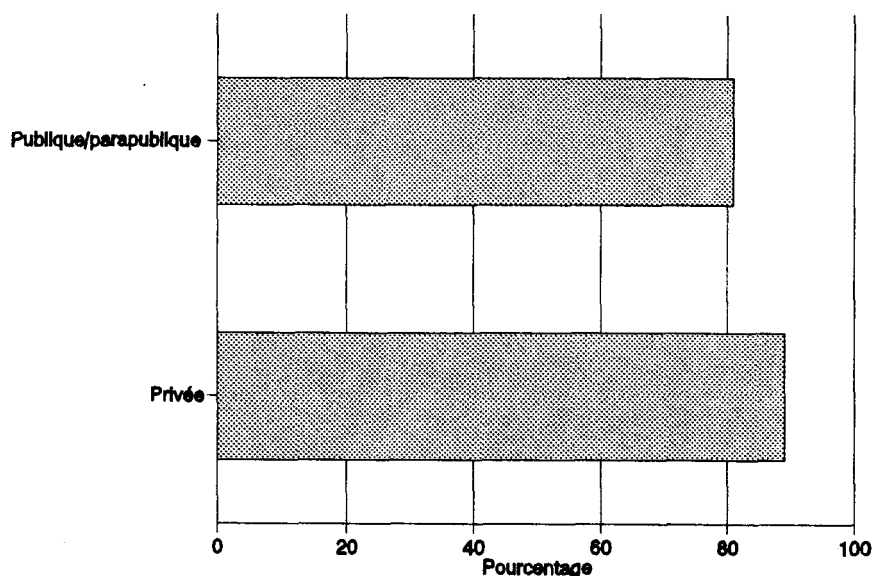


Source: Résultats du sondage CROP-FCEI, mai 1995

Enfin, le dernier graphique de cette section (graphique 7) ventile le degré de satisfaction des travailleurs selon le type d'entreprise (privée, publique ou parapublique) dans laquelle ils se retrouvent. L'écart de satisfaction envers la formation dispensée dans les entreprises privées d'un côté et les entreprises publiques ou parapubliques de l'autre est flagrant, significatif et très révélateur. En effet, alors que 89% des travailleurs qui reçoivent de la formation à l'intérieur d'une entreprise privée sont satisfaits de la formation reçue, seulement 81% de ceux qui la reçoivent à l'intérieur d'une entreprise publique ou parapublique sont satisfaits.

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de ce constat, mais selon nous l'élément crucial est que l'entreprise privée offre une formation plus adaptée et qui répond mieux aux besoins des travailleurs. Malheureusement le gouvernement tente d'imposer sa vision et sa façon de faire aux entreprises, en ce qui concerne la formation, via le projet de loi 90 alors qu'il est très clair que la recette du secteur privé en matière de formation est beaucoup plus adaptée à la réalité.

**Graphique 7**  
**Satisfaction des travailleurs envers les activités**  
**de formation en milieu de travail**  
**selon le type d'entreprise**



Source: Résultats du sondage CROP-FCEI, mai 1995

Le gouvernement du Québec part donc d'un faux constat lorsqu'il déclare que peu d'entreprises font de la formation au Québec parce que seulement 2 % des corporations ont utilisé les crédits d'impôt à la formation. Les entreprises ne peuvent utiliser des programmes qu'elles ne connaissent pas.

Par contre, l'Enquête nationale sur la formation, le sondage de la firme CROP auprès des travailleurs québécois ainsi que nos propres sondages auprès des entreprises québécoises démontrent clairement que ces dernières font de la formation et ce, de plus en plus. Il est évident que le gouvernement du Québec joue à l'autruche en ignorant cette réalité. **Il n'existe pas de crise de la formation au Québec.** Les données précédentes démontrent clairement que la formation est présente au coeur des entreprises, que les travailleurs sont satisfaits de la formation offerte sur le lieu de travail et que rien ne justifie la création d'une nouvelle bureaucratie pour catégoriser et comptabiliser la formation professionnelle. Nous devons encourager la formation et non pas l'immobiliser.

## **La formation une problématique globale**

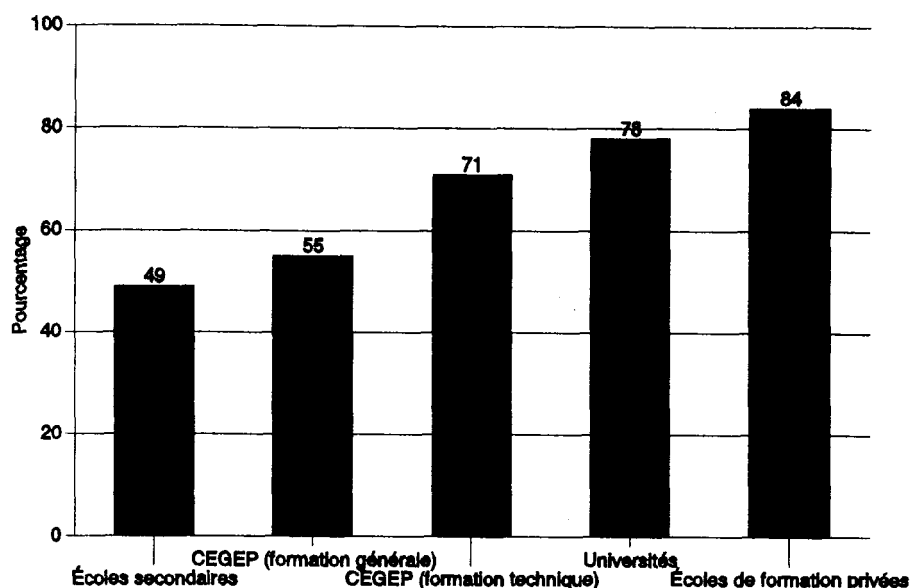
---

Une des grandes faiblesses du projet du gouvernement du Québec est de considérer la question de la formation comme unidimensionnelle. L'Étude de l'OCDE sur l'Emploi reconnaît que l'amélioration des qualifications et des compétences de la main-d'oeuvre est une condition nécessaire et essentielle au développement de l'emploi dans les pays industrialisés. Selon l'étude, trois éléments sont indispensables au développement d'une stratégie de l'amélioration des compétences:

- Améliorer la qualité de l'enseignement initial
- Améliorer le passage de l'école à la vie active
- Améliorer les incitations propres à encourager les entreprises et les travailleurs à investir dans la formation continue.

À la FCEI, nous sommes également convaincus que la formation fait partie d'un tout qui englobe le décrochage scolaire et la capacité de nos institutions d'éducation à inculquer des compétences qui répondent aux besoins du marché du travail. De ce côté, les propriétaires de PME ne sont pas tendres envers nos écoles!

**Graphique 8**  
**Degré de satisfaction des PME envers les établissements d'enseignement**

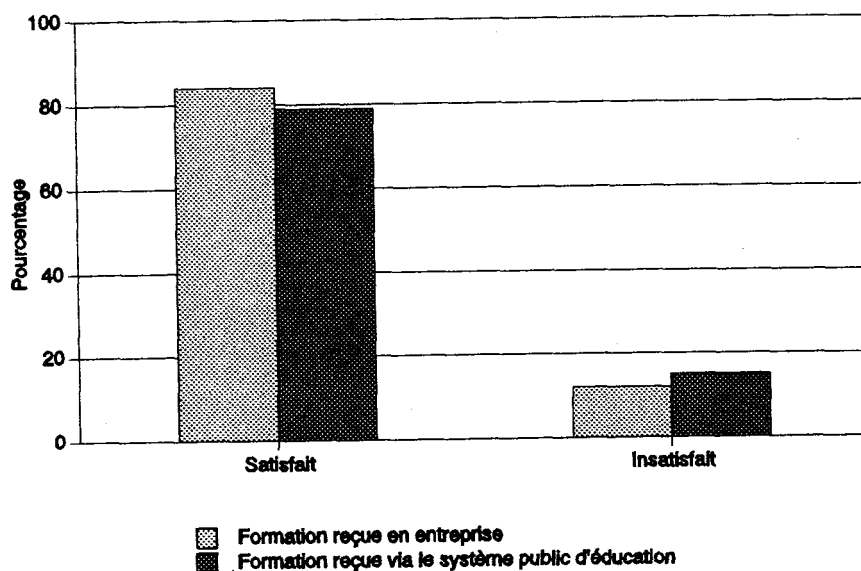


Source: FCEI, résultats: "Sondage sur la nouvelle taxe du Québec pour la formation", avril 1995

En effet, nous avons demandé aux répondants (entreprises) de nous indiquer leur degré de satisfaction envers les établissements d'enseignement dans la préparation des diplômés pour le marché du travail. Seulement 49 % des PME interrogées se disent satisfaites des compétences des diplômés des écoles secondaires et 55 % de ceux des CEGEP-formation générale. La formation reçue dans les CEGEP-formation technique, les universités, et les écoles privées reçoit des taux de satisfaction plus élevés, représentant respectivement 71 %, 78 %, et 84 % (voir graphique 8).

Dans la même veine d'idées, nous avons recueilli l'opinion des travailleurs envers la formation qu'ils avaient reçue des établissements d'enseignement publics. Dans ce cas-ci toutefois les établissements d'enseignement étaient agréés, il nous est donc impossible de déterminer si la satisfaction des travailleurs varie selon le type d'enseignement prodigué. Bien que la satisfaction des travailleurs envers les établissements d'enseignement soit élevée (79% des travailleurs sont satisfaits), il est intéressant de remarquer que les travailleurs sont plus satisfaits de la formation qu'ils reçoivent en entreprise que sur les bancs d'école! Le graphique 9 fait clairement ressortir cette particularité. On observe aussi que le taux d'insatisfaction est aussi plus élevé envers les établissements d'enseignement qu'envers les entreprises. Le gouvernement doit faire le ménage dans le système d'éducation public et tenter de l'adapter aux besoins des étudiants, du marché du travail et des entreprises.

**Graphique 9**  
**Satisfaction des travailleurs envers la formation reçue**  
**via le système public d'éducation**  
**en comparaison avec la formation reçue en entreprise**

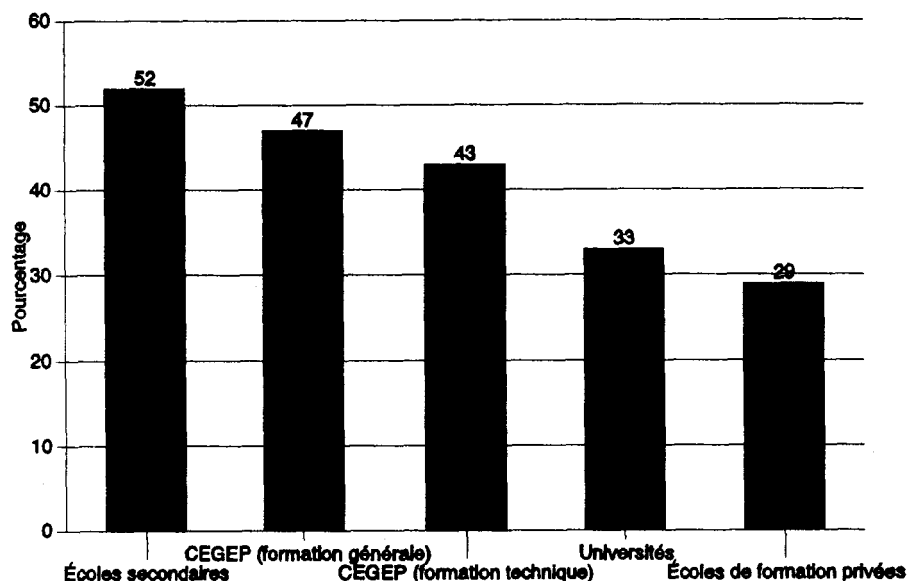


Source: Résultats du sondage CROP-FCEI, mai 1995



La qualité de l'éducation et son adéquation aux besoins du marché du travail a un impact considérable chez les individus et les entreprises. Nous ne pouvons continuer de former des gens qui ne sont pas aptes au marché du travail. Cette situation est injuste pour les individus qui reçoivent une formation inadéquate et trop souvent inutile. Elle représente aussi des coûts de formation importants pour les entreprises.

**Graphique 10**  
**Entreprises qui font de la formation afin**  
**de pallier aux lacunes du système scolaire**

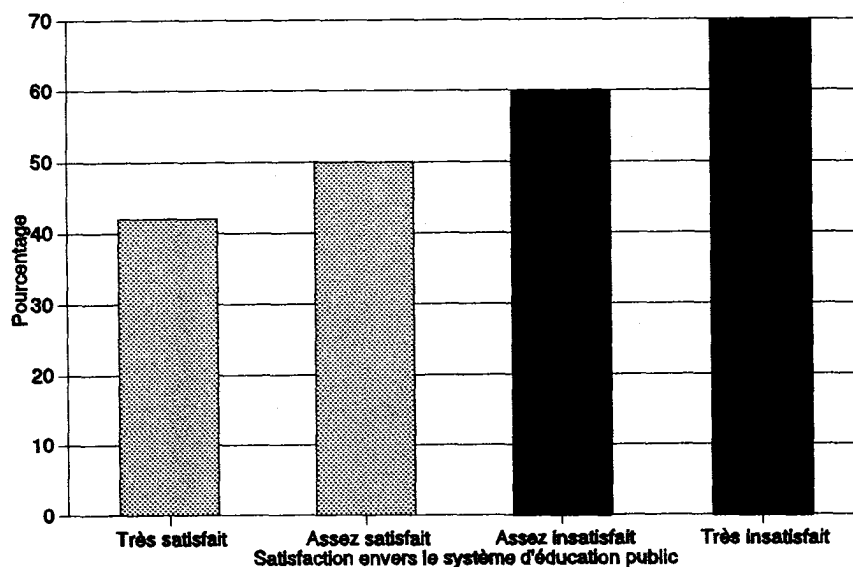


Source: FCEI, résultats: "Sondage sur la nouvelle taxe du Québec pour la formation", avril 1995

Une grande partie de la formation réalisée en entreprise sert à combler les lacunes de la formation scolaire. Plus de 50 % des entreprises affirment qu'elles doivent pallier, par de la formation en entreprise, aux lacunes des écoles secondaires (voir graphique 10). Même si cette proportion est moins élevée pour les autres institutions d'enseignement, plus de 30 % des PME interrogées jugent qu'elles doivent faire de la formation pour compléter la formation universitaire.

Le graphique 11 est un des graphiques les plus percutants de cette étude. Il est tiré du sondage de la firme CROP auprès des travailleurs québécois. Ainsi, lorsque l'on ventile les réponses de ces derniers à la question "Croyez-vous avoir besoin de plus de formation ou de perfectionnement de vos aptitudes professionnelles pour pouvoir faire votre travail actuel de façon plus efficace?" selon leur degré de satisfaction envers la formation prodiguée à l'école, le résultat est pour le moins saisissant. En effet, les travailleurs font apparaître un corollaire direct entre les lacunes du système d'éducation et leurs besoins croissants en une formation en entreprise. Plus les travailleurs sont insatisfaits de la formation reçue à l'école plus ils revendiquent de la formation en entreprise pour pallier à cette carence. Par exemple, 42% des travailleurs très satisfaits de la formation reçue dans les écoles souhaitent plus de formation en entreprise, alors que 70% des travailleurs très insatisfaits de la formation obtenue via les écoles désirent plus de formation en entreprise. **Les entreprises sont donc appelées, de plus en plus, à prendre la relève des écoles dans la formation de la population.** Le projet de loi 90 cautionne et entérine cette logique tout à fait tordue.

**Graphique 11**  
**Travailleurs qui désirent plus de formation en entreprise**  
**selon leur degré de satisfaction envers les écoles**



Source: Résultats du sondage CROP-FCEI, mai 1995

Ces résultats démontrent que la question de la formation des travailleurs est beaucoup plus large et complexe que le nombre d'heures de formation réalisées dans chaque entreprise québécoise. En imposant une contribution de 1 % à la formation aux entreprises, le gouvernement ignore toute la problématique entourant le lien entre la formation scolaire et les besoins du marché du travail. Il fait preuve d'une vision bien myope de l'amélioration des qualifications et compétences de nos travailleurs.

### **Comment inciter les entreprises à faire plus de formation?**

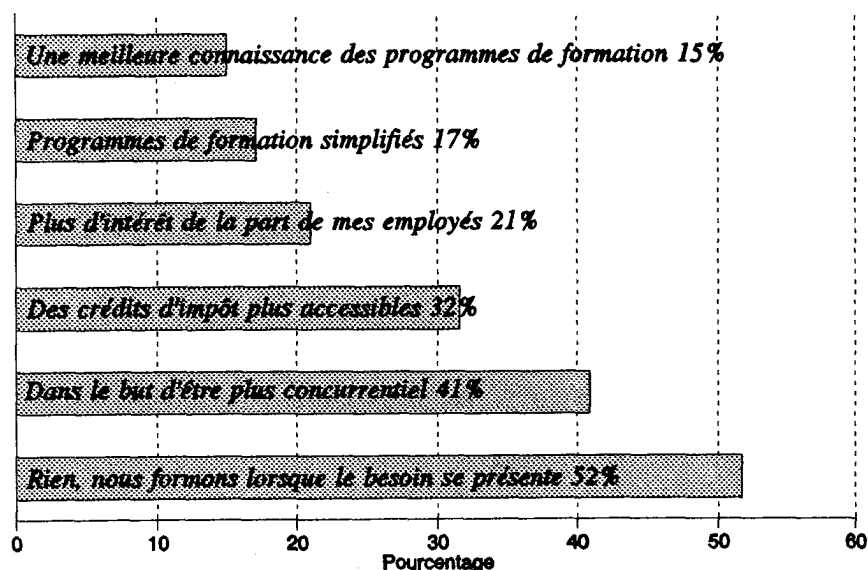
---

Un des objectifs énoncés par l'Étude de l'OCDE sur l'Emploi est d'inciter les entreprises à faire plus de formation. Le gouvernement du Québec a choisi une mesure coercitive qui oblige toutes les entreprises dont la masse salariale se situe au-delà de 250 000\$, indépendamment de leur secteur, de leurs ressources ou de leurs besoins, à dépenser 1 % de leur masse salariale en formation.

L'étude de l'OCDE recommande des mesures incitatives plutôt que coercitives. Nous avons demandé aux PME de nous indiquer les facteurs qui les inciteraient à réaliser plus d'activités de formation. Les réponses sont présentées au graphique 12.

Plus de la moitié des PME interrogées (52 %) affirment que les besoins à l'intérieur de l'entreprise représentent la plus importante motivation à faire de la formation. De plus, 41 % disent faire plus de formation continue dans le but d'être plus concurrentielles. Ces deux éléments sont déterminants dans la prise de décision des PME. Ces entreprises font de la formation et en feront davantage. Non pas parce que c'est à la mode ou que le gouvernement les oblige, mais pour répondre aux besoins de l'entreprise et par nécessité de rester concurrentielles. Elles connaissent leurs besoins en formation mieux que quiconque, et particulièrement que les institutions gouvernementales.

**Graphique 12**  
**Facteurs qui inciteraient les entreprises à**  
**réaliser plus d'activités de formation**



Source: FCEI, résultats: "Sondage sur la nouvelle taxe du Québec pour la formation", avril 1995

En troisième lieu, 32 % des entreprises affirment que des crédits d'impôt plus accessibles les inciteraient à faire plus de formation. Avant d'introduire une nouvelle structure bureaucratique associée à une mesure coercitive, le gouvernement devrait faire un sérieux ménage dans sa cour!

Le présent programme de crédits d'impôt à la formation exclut les entreprises non-incorporées, soit de 50 000 à 60 000 entreprises québécoises. Comme nous l'avons souligné plus haut, cette aide gouvernementale est peu connue des PME et donc peu utilisée. Il faut s'interroger sur la compétence de la SQDM à informer cette communauté d'affaire sur les outils mis à leur disposition pour les aider à faire davantage de formation. Enfin, l'administration des crédits d'impôt à la formation est complexe et hautement bureaucratisée, ce qui rebute plusieurs PME qui n'ont ni l'argent, ni le temps pour s'ensevelir sous une montagne de formulaires.

Vingt et un pour cent des entreprises interrogées disent qu'un intérêt plus grand de leurs employés les inciterait à faire plus de formation. Les PME soulignent ici un point crucial dans l'élaboration d'une politique visant l'amélioration des compétences de la main-d'oeuvre et qui fait outrageusement défaut dans le projet du gouvernement du Québec sur la formation. Le gouvernement fait fausse route en mettant toute la responsabilité de la formation continue sur le dos des entreprises. Les travailleurs et travailleuses québécois(es) doivent être conscient(e)s de l'importance pour chaque individu d'améliorer ses compétences. Ce défi ne sera réalisable qu'avec la motivation et l'engagement conjoints des travailleurs et des entreprises.

Enfin, les PME soulignent que des programmes de formation simplifiés et une meilleure diffusion de l'information concernant les programmes de formation actuels auraient un impact positif sur la formation en entreprise.

## **Le projet du gouvernement: Coûteux et démotivateur**

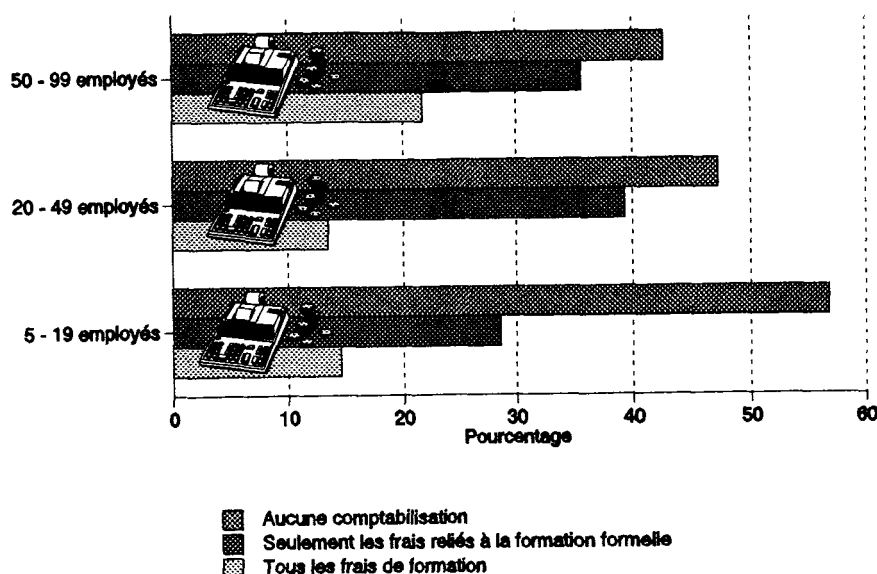
---

Les PME reconnaissent l'importance de la formation continue et, tel que discuté, en font dans une proportion de 80 %. Malheureusement, le projet du gouvernement du Québec pénalisera grandement les entreprises qui font déjà de la formation.

### **Une lourdeur administrative supplémentaire**

Dans tous les pays industrialisés, on reconnaît l'impact négatif du fardeau administratif et réglementaire sur les entreprises et le développement de l'emploi. L'OCDE et plusieurs autres organismes internationaux recommandent de réduire les cadres législatifs qui nuisent au développement de l'entreprise et de supprimer la duplication des structures bureaucratiques. Le projet du gouvernement en matière de formation va à l'encontre de ces principes reconnus et inflige un nouveau fardeau administratif au gouvernement et aux entreprises.

**Graphique 13**  
**Pourcentage des entreprises qui comptabilisent les coûts**  
**reliés à la formation**



**Source:** FCEI, résultats: "Sondage sur la nouvelle taxe du Québec pour la formation", avril 1995

Le gouvernement devra en effet développer une nouvelle structure afin d'administrer et de distribuer les sommes recueillies. De plus, une énorme et coûteuse tâche de vérification devra être entreprise afin de vérifier l'admissibilité et la valeur des dépenses par les entreprises.

Les entreprises feront également face à un nouveau fardeau administratif. Elles devront comptabiliser chaque dépense reliée à la formation et tenir plusieurs registres de formation. Elles devront comptabiliser différemment les dépenses qui sont reconnues par le gouvernement et celles qui ne le sont pas. De plus, elles feront face à de nombreuses règles d'admissibilité des dépenses de formation. Le graphique 13 démontre que peu d'entreprises comptabilisent leurs dépenses de formation. Chez les PME de 5 à 19 employés, 57 % ne comptabilisent aucune des dépenses de formation, 29 % tiennent

## **Le projet de loi 90: un chèque en blanc à la SQDM**

Les éléments présentés ci-dessus démontrent clairement qu'aucune mesure coercitive n'est nécessaire afin de favoriser l'amélioration des compétences et des qualifications de la main-d'oeuvre québécoise. Le Projet de loi 90 est donc dans notre esprit inutile. Mais dans la perspective de son adoption à l'Assemblée Nationale, il est important de faire une analyse de son impact sur les PME.

Ce projet de loi sème le doute puisqu'il présente un cadre législatif vide qui laisse place à beaucoup de latitude au gouvernement du Québec et à la SQDM. Il est impossible d'en évaluer l'impact sur les PME puisque le projet de loi ne définit ni les entreprises qui seront assujetties par la loi, ni la formation qui sera reconnue par la loi. Le projet de loi donne un chèque en blanc à la SQDM sur un ensemble de règlements qui vont structurer la loi. Nous sommes particulièrement inquiets des articles suivants:

### **Article 3**

La Ministre de l'Emploi, Mme Harel, a clairement énoncé que les entreprises ayant une masse salariale inférieure à 250 000 \$ ne seraient pas assujetties à cette loi. De plus, selon les déclarations de la Ministre, l'application de la loi se ferait de façon progressive de janvier 1996 à janvier 1998 selon la taille de l'entreprise. Pour la FCEI, il est absolument essentiel que ces barèmes soient clairement définis dans l'article 3 du projet de loi et non pas par règlements ultérieurs. L'article 3 doit être modifié afin de définir clairement les entreprises qui seront assujetties à la loi.

### **Article 5**

Cet article constitue le coeur du projet de loi 90 puisqu'il touche aux dépenses de formation professionnelle qui seront admissibles.

Le gouvernement a choisi de ne pas définir ces critères et de charger la SQDM de le faire à sa place. Nous nous opposons catégoriquement à cette approche et nous demandons que cet article soit modifié afin de définir les dépenses de formation qui seront admissibles.

La définition des dépenses de formation admissibles est particulièrement importante pour les PME puisque, par la nature de leur entreprise, une grande partie de la formation réalisée dans les PME est non-structurée. Cette formation n'est souvent pas reconnue par le gouvernement comme c'est le cas des crédits d'impôt à la formation administrés par la SQDM.

Nous sommes d'autant plus inquiets du pouvoir que le projet de loi confère à la SQDM, que les PME, qui embauchent 52 % des travailleurs québécois, ne siègent pas au conseil d'administration de la Société. De plus, l'expérience encourue avec le crédit d'impôt à la formation démontre bien le peu d'intérêt de la SQDM envers les PME québécoises. Seulement 27 % des entreprises de moins de 20 employés, interrogées lors d'un sondage à l'été 1994, affirmaient connaître l'existence des crédits d'impôt à la formation. Il est clair que la SQDM a négligé son devoir d'informer les PME sur les outils qui leur sont disponibles pour offrir de la formation à leurs travailleurs.

L'administration des crédits d'impôt à la formation, définie par la SQDM, est complexe, occasionne des délais impressionnants, et accepte une définition très étroite de la formation. Il est évident que cette structure correspond beaucoup plus à la grande entreprise qu'à la PME. C'est pour ces raisons que de laisser à la SQDM le pouvoir de définir les dépenses de formation admissibles ne peut être acceptable pour les PME.

L'article 5 doit être modifié afin de définir les dépenses de formation qui seront admissibles. Cette définition doit inclure les éléments suivants:



- La formation structurée qui inclut toutes les activités de formation, tant en milieu de travail qu'à l'extérieur de l'entreprise, qui exigent une inscription et qui ont lieu dans une salle de classe, un centre d'auto-apprentissage, dans le contexte d'un colloque, d'un cours, d'une conférence, y compris la formation axée sur l'informatique, ainsi que les présentations audio-visuelles.
- La formation non-structurée qui inclut toute formation en milieu de travail qui n'exige pas une inscription, qui ne suit pas un plan ou un programme de cours indiqué au préalable, et dont le formateur et le stagiaire sont des employés de la même firme. Les sessions initiales d'orientation pour les nouveaux employés sont exclues de ce type de formation.
- Les dépenses de formation encourues pour le propriétaire de l'entreprise. Il est reconnu que plusieurs de nos entrepreneurs québécois ont des lacunes au niveau des différents aspects de la gestion d'une PME. Il est essentiel que ces dépenses de formation soient admissibles.

### **Article 19**

Dans le même esprit que l'article 5, cet article donne un pouvoir démesuré à la SQDM en ce qui concerne les dépenses qui seront admissibles et même les catégories d'entreprise qui seront assujetties à la loi. Pour les raisons évoquées à l'article 5, nous pensons que ce pouvoir accordé à la SQDM est abusif et que ces critères d'admissibilité, qui sont le coeur même de la loi, devraient être définis dans la loi et non de façon ultérieure.

### **Article 27**

Cet article prévoit que ce sont les entreprises qui paieront les dépenses reliées à l'administration de la loi 90.

Nous pensons que les sommes recueillies par le Fonds doivent être entièrement consacrées à la formation des travailleurs tel que le veut l'esprit de la loi. La SQDM dépense déjà 25 % de son budget en coût administratif. Il serait inacceptable que l'argent des entreprises pour la formation des travailleurs serve à financer une structure bureaucratique sur laquelle les entreprises n'ont aucun contrôle.

### **Article 35, 36**

Nous pensons que de donner le pouvoir d'emprunt au Fonds n'est pas nécessaire et pourrait être même dangereux pour les entreprises. Le Fonds devrait affecter ses sommes d'argent selon ses avoirs et non selon ses attentes. Comme il est impossible de prévoir les sommes d'argent qui seront disponibles au Fonds, ce pouvoir d'emprunt est une garantie que les critères des entreprises assujetties à la loi vont être modifiés. En effet, comment paierons-nous les emprunts du Fonds si toutes les entreprises assujetties consacrent 1 % de leur masse salariale en dépenses de formation? On devra trouver l'argent ailleurs.

### **Article 61**

Nous sommes d'accord avec l'esprit de l'article 61. Cependant, nous pensons que cet article doit être modifié afin que toutes les entreprises puissent étaler les dépenses de formation sur une période de trois ans. Les entreprises n'ont pas les mêmes besoins et les mêmes ressources à chaque année pour la formation. Un cycle de trois ans correspond beaucoup plus à cette réalité.

### **Article 63**

Cette article doit donner la possibilité au gouvernement d'abroger la loi après analyse de la situation.

## Conclusion

---

Cette étude démontre que de plus en plus de PME offrent des activités de formation à leurs travailleurs. Elles le font selon leurs besoins propres et leurs ressources, sans l'aide de l'État. De plus, les résultats d'un sondage CROP, auprès des travailleurs québécois, révèlent que 84 % d'entre eux sont satisfaits de la formation reçue en entreprise. Ils se disent même plus satisfaits de cette formation que de la formation reçue dans le système scolaire. À la lumière de ces résultats, est-il nécessaire de mettre en place une nouvelle structure lourde et coûteuse pour forcer les PME à faire plus de formation? La réponse des PME est non!

La FCEI met en doute les intentions réelles du gouvernement du Québec. Jamais le gouvernement n'a tenté de comprendre la dynamique de la formation dans les PME. Jamais le gouvernement n'a offert de solutions aux nombreuses lacunes soulevées par les PME concernant les programmes de formation disponibles ou la lourde administration des programmes et des crédits d'impôt à la formation. À partir d'un raisonnement simpliste et d'un constat aucunement basé sur des données valables, le gouvernement présente une solution unidimensionnelle à ce problème complexe qu'est l'amélioration des compétences des travailleurs. Ce problème commande en effet une solution globale mettant en valeur la responsabilité des entreprises mais aussi celle des travailleurs et des institutions d'enseignement. Le projet du gouvernement est prématuré et nuira à l'économie du Québec.

Le projet de loi 90 donne un pouvoir excessif à un organisme qui a exclu, dans le passé, les PME tant au niveau décisionnel qu'opérationnel. Le gouvernement du Québec ne peut adopter une loi qui prendra tout son sens dans la rédaction des règlements par un organisme parapublic. Les PME québécoises ont le droit de connaître le vrai visage de cette loi sur la formation professionnelle. Le gouvernement doit définir dans le projet de loi 90, les entreprises qui seront assujetties à la contribution de 1 % et les dépenses de formation qui seront admissibles. Nous n'acceptons pas que le gouvernement donne un chèque en blanc à la SQDM.

Les PME proposent une série de mesures afin de favoriser l'amélioration des qualifications et des compétences de la main-d'oeuvre québécoise. Le gouvernement doit revoir le régime des crédits d'impôt à la formation. Ce programme est peu connu des PME et donc peu utilisé. De plus, l'administration des crédits d'impôt est complexe, très bureaucratisée, et ne reconnaît pas la formation informelle pratiquée dans des milliers de PME. Les PME remarquent des lacunes importantes au niveau de la formation scolaire, particulièrement au niveau secondaire et collégial. Enfin, les PME connaissent peu les programmes de formation offerts par le système d'éducation qui pourraient être des outils importants pour la formation de leurs travailleurs.

Nous pensons que le projet de loi 90 est hors contexte. Rien ne justifie la mise sur pied d'une nouvelle bureaucratie de la formation. Nous demandons au gouvernement un moratoire de 3 ans afin de mettre en place les outils nécessaires pour permettre aux PME d'offrir encore plus de formation. La FCEI s'engage à participer à une vaste campagne de sensibilisation de la formation professionnelle et ainsi à faire connaître à davantage de PME les crédits d'impôt à la formation, les programmes de formation disponibles et à aider le gouvernement à mieux adapter les programmes scolaires aux besoins du marché du travail.

Selon la voix même des PME, le projet du gouvernement est voué à l'échec, non pas que le gouvernement ne réussisse pas à percevoir sa nouvelle taxe, mais sa nouvelle politique n'améliorera que très partiellement les qualifications et les compétences de la main-d'oeuvre québécoise, tout en ayant des conséquences néfastes sur notre économie. En effet, les PME affirment que l'introduction d'une contribution obligatoire de 1 % de la masse salariale pour la formation provoquera une baisse des salaires et des pertes d'emplois. Malheureusement, le gouvernement a choisi une solution des années 70 à une problématique de l'an 2000.

## **ANNEXE**



# Sondage sur la nouvelle taxe du Québec pour la formation

Le gouvernement du Québec se propose d'instaurer une nouvelle taxe de 1% sur la masse salariale pour la formation. Votre réponse à ce sondage est donc très importante puisqu'elle nous permettra d'intervenir dans ce dossier et de défendre vos intérêts. Votre réponse est d'autant plus essentielle puisque nous n'envoyons ce sondage qu'à un nombre restreint de membres de la FCEI, afin de limiter la paperasserie. Comme d'habitude, les renseignements que vous nous fournirez demeureront confidentiels.

**Veillez inscrire ici votre numéro de membre de la FCEI:**

Ce code se retrouve en-dessous de l'adresse de la lettre accompagnatrice.

**La formation** se définit comme étant une activité conçue pour développer les compétences liées à l'emploi, de façon à ce que les employés puissent effectuer leur travail efficacement ou de façon à ce qu'ils soient préparés à assumer d'autres responsabilités.

**Formation formelle:** Désigne toutes les activités de formation, tant en milieu de travail qu'à l'extérieur de l'entreprise, qui exigent une inscription et qui ont lieu dans une salle de classe, un centre d'auto-apprentissage, dans le contexte d'un colloque, d'un cours, d'une conférence, y compris la formation axée sur l'informatique, ainsi que les présentations audio-visuelles.

**Formation informelle:** Désigne toute formation en milieu de travail qui n'exige pas une inscription, qui ne suit pas un plan ou un programme de cours indiqué au préalable, et dont le formateur et le stagiaire sont des employés de la même firme. Veuillez ignorer la session initiale d'orientation pour les nouveaux employés.

**1) Avez-vous offert des activités de formation à vos employés au cours des 12 derniers mois?**

(Encerclez une réponse)

- |  |   |
|--|---|
| 1. Oui, des activités de formation formelles   | 3. Oui, des activités de formation formelles et informelles |
| 2. Oui, des activités de formation informelles | 4. Non  |

**2) Comptabilisez-vous, au sein de votre entreprise, les dépenses reliées à la formation (formelle et informelle)?**

(Encerclez une réponse)

1. Oui, toutes mes dépenses de formation sont comptabilisées
2. Oui, mais seulement les dépenses reliées à des activités de formation formelles
3. Non

**3) Croyez-vous que vous devriez réaliser plus d'activités de formation (formelle et informelle)?(Encerclez une réponse)**

- |        |        |                     |
|--------|--------|---------------------|
| 1. Oui | 2. Non | 3. Pas en ce moment |
|--------|--------|---------------------|

**4) Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à réaliser plus d'activités de formation? (Encerclez toutes les réponses applicables)**

- |   |   |
|---|---|
| 1. Le besoin d'être plus en mesure d'affronter la concurrence, dans le but de maintenir ou d'étendre ma part de marché  | 4. Un plus grand intérêt de la part de mes employés envers les activités de formation (une plus grande participation) |
| 2. Une meilleure connaissance des programmes de formation et d'aide à la formation.   | 5. Un crédit d'impôt accessible à toutes les entreprises qui réalisent des activités de formation.                    |
| 3. Une simplification des programmes de formation déjà en place, afin de réduire le temps consacré à remplir des formulaires et compiler des statistiques sur la formation. | 6. Ne s'applique pas, nous formons nos employés lorsque le besoin se présente, sur une base régulière                 |
|   | 7. Autres (veuillez spécifier) _____  |

- 5) Veuillez indiquer votre degré de satisfaction envers les établissements d'enseignement suivants dans la préparation des gradués pour le marché du travail. (Encerclez une réponse par type de formation).

	Très satisfait	Satisfait	Insatisfait	Très insatisfait
A. Écoles secondaires	1	2	3	4
B. CEGEP (formation générale)	1	2	3	4
C. CEGEP (formation technique)	1	2	3	4
D. Universités	1	2	3	4
E. Écoles de formation privées	1	2	3	4

- 6) Avez-vous l'impression d'être obligé de réaliser des activités de formation au sein de votre entreprise parce que la formation scolaire (secondaire, collégiale, universitaire et écoles privées) n'est pas adéquate et présente des lacunes? (Encerclez une réponse pour chaque type de formation)

	Oui	Non	Indécis
A. Formation au secondaire	1	2	3
B. Formation collégiale générale	1	2	3
C. Formation collégial technique	1	2	3
D. Formation universitaire	1	2	3
E. Formation d'une école privée	1	2	3

- 7) Quels seront les conséquences de la mise en place, par le gouvernement du Québec, d'une taxe sur la masse salariale pour la formation sur les aspects suivants de votre entreprise? (Encerclez une réponse par sous-question)

	Effet positif	Aucun effet	Effet négatif
A. L'embauche de nouveaux travailleurs	1	2	3
B. Le nombre de travailleurs	1	2	3
C. Les activités de formation formelles	1	2	3
D. Les activités de formation informelles	1	2	3
E. La position concurrentielle de l'entreprise	1	2	3
F. La rémunération des travailleurs	1	2	3
G. Autres (veuillez spécifier) _____	1	2	3

### Commentaires

---



---



---



---



---



---



---

**Veuillez faxer le questionnaire complété au 1-800-665-2814 aussitôt que possible**

## MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE

Les résultats du sondage reposent sur 1 007 entrevues téléphoniques effectuées du 30 avril au 5 mai 1995 dans le cadre du sondage omnibus CROP-EXPRESS. Le questionnaire comprenait une centaine d'informations et la durée moyenne des entrevues complétées a été évaluée à dix-huit minutes.

Les répondants ont été choisis à l'aide d'une grille de sélection aléatoire parmi les personnes de 18 ans et plus résidant dans les ménages sélectionnés et aptes à répondre aux questions en français ou en anglais. Aucune substitution de ménage ou de personne n'était permise. L'échantillon de ménages a été tiré selon la méthode "probabiliste" des listes publiées des abonnés du téléphone de l'ensemble du Québec. Pour les fins du sondage, le Québec a été subdivisé en trois régions : Montréal métro, Québec métro et le reste du Québec.

Les entrevues ont été réalisées à partir du central téléphonique de CROP à Montréal. Sur les 1 654 numéros de téléphones jugés valides, 1 007 entrevues ont pu être complétées pendant la période allouée au sondage, soit un taux de réponse de 61 pour cent. La provenance des répondants se distribue comme suit : Montréal métro 505; Québec métro 250; province 252. Parmi les personnes interviewées, 551 étaient des femmes et 456 des hommes; 842 ont mentionné que le français était la langue le plus souvent parlée à la maison et 164 ont mentionné l'anglais ou une autre langue.

Lors de leur compilation, les résultats furent pondérés sur la base des statistiques du recensement de 1991, afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la langue d'usage et la région de résidence des répondants.

D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille ( $n=1\ 007$ ) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

Claude Gauthier  
Vice-président et  
directeur de la recherche



625, rue Howe, bureau 525, Vancouver, C.-B. V6C 2T6  
10123-99<sup>e</sup> rue, bureau 940, Edmonton, Alb. T5J 3H1  
2400, avenue College, bureau 101, Régina, Sask. S4P 1C8  
488, avenue Portage, bureau 607, Winnipeg, Man. R3G 0E2  
4141, rue Yonge, Willowdale, Ont. M2P 2A5

(604) 694-5325  
(403) 421-4253  
(306) 757-0000  
(204) 982-0817  
(416) 222-8022

500, boul. René-Lévesque ouest, bureau 900,  
Montréal, Qc H2Z 1W7  
C.P. 4001, Succursale A, Frédéricton, N.-B. E3B 5G4  
1153, boul. St-George, bureau 400, Moncton, N.-B. E1E 4E1  
1696, rue Brunswick, bureau 519, Halifax, N.-É. B3J 3J8  
C.P. 688, Mount Pearl, T.-N. A1N 2X1

(514) 861-3234  
(506) 458-1815  
(506) 858-2526  
(902) 420-1997  
(709) 745-5532